« L'unité dans les luttes » comment ? pour quoi faire ?

Débat entre G. Labica (membre du PCF), S. Farandjis (membre du PS), J. Habel (LCR) et H. Weber (LCR).

Henri Weber

L'attitude des directions du mouvement ouvrier, qu'il s'agisse de celle du Parti communiste, du Parti socialiste, de la CGT ou de la CFDT semble être plus que jamais à la division; il ne semble d'ailleurs pas que ce soit là une attitude conjoncturelle. Il y a maintenant quelques années que ça dure, et cela risque de durer au moins jusqu'à l'élection présidentielle, sinon davantage. Dans ces conditions quelle est la signification de l'initiative que vous avez prise, quelle est sa portée, quels sont vos objectifs ? Est-ce un acte, purement symbolique, protestataire ? Ou bien pensez-vous que c'est un acte politique qui pèse effectivement sur l'attitude des directions du mouvement ouvrier dans un sens unitaire ?

Georges Labica

Ce n'est pas une protestation. Ce qui importe dans cette pétition, c'est que nous avons voulu faire un acte positif; et cet acte positif, compte tenu de ce que ni Farandjis, ni moi ni quelques autres, ne sommes les gérants ou les « patrons » de ce texte, vise à créer un courant d'opinion.

Dans la conjoncture qui s'est établie au sein de la gauche depuis la rupture de l'union entre le PC et le PS, on voit une sorte de démobilisation générale. Cette démobilisation conduit à des attitudes individuelles. Un tel quitte le Parti communiste, tel autre quitte le

Parti socialiste et, d'une manière générale en dehors des secteurs en lutte on a le sentiment d'une sorte de « démilitantisme », si on peut parler ainsi. C'est pourquoi, il nous a paru opportun de relancer le courant de gauche, et de le relancer à partir de ceux qui le portent, c'est-à-dire à partir des militants de la gauche et des militants de base sans référence à des appartenances de partis. En effet, si l'on veut créer un courant d'opinion, c'est là qu'on le trouvera.

Stelio Farandjis

Tu as dit, les choses risquent de durer, en parlant de l'attitude de telle ou telle direction de tel ou tel syndicat ou parti. Notre conviction, à nous, c'est que rien ne dure, rien ne reste ce qu'il est, rien ne reste là où il est.

Nous faisons donc confiance à une dynamique. Nous ne sommes pas des parieurs : cette dynamique est fondée sur une analyse, et nous pensons que, non seulement les choses ne vont pas durer, mais encore qu'elles peuvent bouger très vite, si la dynamique s'affirme.

Or, nous sommes justifiés par le courrier, par des milliers de gens qui écrivent, membres du Parti socialiste, du Parti communiste, de la CGT, de la CFDT, de la Ligue communiste révolutionnaire, du PSU, membres de la Ligue des droits de l'homme ou membres de rien du tout..., qui sont dans des boîtes : des infirmières, des ouvriers, des employés, des enseignants, des cadres, des ingénieurs... Qu'est-ce qu'ils veulent tous ? Tous (il faut lire leurs lettres) veulent l'union, l'action... et *à la base*. Que la base parle ! Et cela nous conforte dans notre initiative.

Cette initiative ne fait que démarrer, et nous sommes persuadés qu'au rythme où elle est partie (maintenant les listes de signatures arrivent, notre perspective crée un événement qui risque de bousculer les choses. Cette conviction n'était pas tout à fait vérifiée; maintenant elle se vérifie.

Janette Habel

Je dois dire que nous avons considéré votre initiative comme éminemment positive (j'expliquerai plus tard pourquoi nous n'avons pas signé votre pétition telle quelle, et quelle est exactement notre attitude).

Vous vous êtes appuyés, peut-être sans le savoir, sur un courant qui, au sein même de la classe ouvrière, dans les entreprises, est un courant que notre organisation a commencé à percevoir. Ce courant s'est traduit de deux façons, dans les luttes et dans les débats des congrès syndicaux de la période récente, qu'on pourrait presque dater du congrès de Brest de la CFDT.

En effet, il s'y passe une chose que l'on ne voyait pas auparavant,

ce sont des batailles sur des amendements par des militants, certes encore minoritaires, mais qui, notamment sur la question de l'unité, sur la question de la nécessité de centraliser les luttes, s'opposent à la politique des directions telle qu'elle se mène aujourd'hui dans la division. Et, ces amendements obtiennent des scores d'une importance significative.

Ces propositions n'étaient pas majoritaires, bien sûr, mais je pourrais donner des exemples de congrès de la CGT : le congrès de la Fédération de la métallurgie (qui n'est pas une petite Fédération), le congrès de la Fédération de la SNCF, de l'Équipement..., où tout à coup des votes, beaucoup plus importants que par le passé, ont eu lieu sur certaines questions qui mettaient en relief cette aspiration unitaire sur laquelle, indiscutablement, l'initiative que vous avez prise s'est appuyée.

Ce courant qui est à la fois mobilisé, critique, minoritaire encore mais avec un certain caractère massif maintenant, commence à se manifester dans les dernières mobilisations : lors de la manifestation sur l'avortement, ou lorsque plusieurs centaines de cheminots se sont prononcés à Rouen pour une grève reconductible dans la SNCF, lors de la réunion à Paris de 500 travailleurs hospitaliers qui, à l'appel de plusieurs instances syndicales, se prononcèrent pour aller par la centralisation des luttes vers la grève générale.

Pour en revenir à la question posée par Henri sur les prolongements de votre initiative, le fait qu'il ne s'agissait pas d'une simple protestation, il me semble qu'il y a un phénomène social qui peut trouver une perspective au travers de cette initiative. Cela dépend des conditions dans lesquelles elle se concrétisera, de l'évolution de la situation politique et sociale, des projets et des orientations qui ne manqueront pas d'apparaître parmi les signataires.

G. Labica

Je voudrais ajouter là-dessus que nous avons beaucoup insisté sur le fait que c'était un appel pour l'union *dans les luttes* et *à la base*. Ceci veut dire que nous prenons au sérieux quelque chose qui a souvent été dit dans le mouvement ouvrier français, mais qui a rarement été fait. Savoir que, sous la dénonciation des accords au sommet et des accords d'appareils, dont ceux que nous avons vus dans les dernières années, on fasse véritablement l'union à la base. Seulement jusqu'ici, l'union à la base était un mot d'ordre pour désigner le plus souvent une période de repli sur soi de telle ou telle formation politique. Or ce qu'en fin de compte doit dire l'union à la base, c'est la volonté d'une nouvelle manière de faire de la politique, d'une autre pratique de la politique.

Cette possibilité est inscrite en plein dans la réalité : que non seulement la base s'exprime réellement, ce qui peut rester abstrait, mais que tout le monde soit à l'écoute des formes de luttes qui viennent de la base, et qu'en l'occurrence, on prenne au sérieux le mot d'ordre du Parti communiste à son dernier congrès, mot d'ordre que les socialistes ont adopté eux aussi, celui de l'union à la base... à la condition que celle-ci ne soit pas un faux-semblant pour accroître la désunion, mais au contraire un levier pour faire sortir des forces nouvelles... et qu'on vérifie dans une pratique politique ce que, dans la dernière période, on a pu vérifier dans les élections partielles, à savoir que, au moment où les appareils échangent des invectives et des anathèmes, des gens continuent à vouloir l'union, parce que l'union c'est la seule alternative au pouvoir en place, actuellement comme hier.

H. Weber

En ce qui concerne la campagne proprement dite, quelle conception en avez-vous ? Va-t-elle demeurer pour l'essentiel ce qu'elle est jusqu'à présent : une campagne de presse procédant par appels centraux et collecte des signatures par voie postale ? Ou bien, avez-vous l'intention de lui donner un tour plus militant, avec édition de matériels, avec organisation de la collecte des signatures ? Et dans ce dernier cas, selon quelles modalités ?

G. Labica

Je voudrais revenir tout de suite sur ce que je viens de dire, car il faut bien préciser (ce que nous avons fait dans notre dernière déclaration de presse) que les gens qui ont pris cette initiative n'entendent pas se considérer, ni se comporter comme un centre ou comme une direction.

Face au succès que rencontre déjà cette pétition dans les milieux les plus divers et dans toute la France, la campagne de presse a servi de manifeste politique, parce que nous n'avions pas d'autre relai pour le faire, mais ce que nous souhaitons profondément, c'est que le texte « s'autogère ».

L'expérience montre déjà que c'est difficile, que des habitudes politiques ont été prises dans ce pays, habitudes qui sont telles que la perception de l'action politique est une perception hiérarchisée, une perception « médiatisée ».

Parfois même, nous avons des camarades qui nous écrivent ou nous téléphonent de province pour nous demander « ce que nous faisons ». Ce à quoi nous répondons que nous « ne faisons rien », et qu'à la limite nous n'entendons même pas diffuser le manifeste. Que c'est à eux de le reproduire et de déterminer dans un premier

temps les formes du combat unitaire qui leur paraissent nécessaires là ou ils sont. Par exemple, tels à Dijon créent un comité d'union à la base dans un établissement, tels autres entreprennent une action avec des socialistes et d'autres militants de gauche sur le plan local pour régler telle ou telle question; c'est-à-dire pour faire la démonstration concrète de l'union et de ses finalités réelles.

Ce qui n'interdit nullement que, dans un deuxième temps, lorsque le courant d'opinion se sera affirmé, tous ces petits ruisseaux se regroupent pour faire pression, cette fois-ci, à l'intérieur des organisations, pour les amener à respecter leurs propres mots d'ordre.

S. Farandjis

Il faut parler très concrètement. Comment les choses se sont passées ? et comment elles sont en train de se passer ?

Au départ, nous nous sommes réunis, nous étions peu nombreux, et nous avons utilisé la dactylographie et la photocopie.

Ensuite, il y a eu les premières manifestations dans la presse. C'est tout de suite que le courrier a afflué; et nous avons vu que les gens avaient fait des découpages, des montages, des photocopies, et quelquefois des ronéotages. Nous avons été contraints de faire deux imprimés, ce qui est très limité et très loin des besoins exprimés.

Et, à chaque fois que nous répondons (et nous ne répondons pas à tout le courrier par des envois d'imprimés), nous disons : « Débrouillez-vous ! Continuez par vous-mêmes ! »

Nous sommes en train d'assister à un mouvement qui tend à l'emporter sur le premier mouvement qui était : réponse à la presse. Et nous aimerions bien, parce qu'on ne peut pas faire autrement, continuer. Mais le second est le mouvement militant, c'est-à-dire que nous ne recevons plus seulement des signatures individuelles en réponse aux annonces de presse, mais nous recevons aussi des listes, soit de militants communistes ou socialistes à l'échelle locale de leur cellule ou section, soit – et ceci beaucoup plus souvent – des listes d'entreprises.

J'ai appris par exemple, avant-hier (c'était dimanche 13 janvier) qu'il y avait 650 signatures à la Régie Renault-Billancourt, et ceci aucun de nous ne l'a téléguidé. C'est un événement très important sur lequel il faut bien insister : à savoir que nos désirs les plus chers sont en train de devenir des réalités qui viennent à notre rencontre. En effet, cela signifie que des camarades, *de leur propre initiative*, sont allés dans les ateliers. Il faut bien voir ce qui est en train de se passer.

Pour le moment, c'est extraordinaire à l'échelle symbolique, mais si, en plus, il s'y ajoute la masse, ça risque de devenir très important. On assiste ainsi à un mouvement qui est en train de se créer, non

seulement à la Régie Renault, mais dans le petit dossier que je vous ai remis il y a les premiers exemples de manifestations spontanées collectives : Beaumont dans le Périgord, les « instits », à l'Atelier d'art et d'architecture de Rennes, etc. J'ai appris, par le téléphone encore, qu'un comité d'union à la base s'était créé au Crédit lyonnais et qu'il a fait une conférence de presse ces jours-ci. Et hier, j'ai appris, par le courrier, qu'un comité d'union à la base s'était formé à Toulon et qu'il faisait également une conférence de presse. Autant vous dire que nous ne donnons aucun mot d'ordre pour ces conférences de presse.

Nous essaierons d'être une sorte de « caisse enregistreuse » et multiplicatrice, une sorte de porte-voix. Notre seule légitimité est d'être un écho à toutes ces initiatives.

J. Habel

Avant de préciser maintenant notre position, je voudrais ajouter qu'il y a, à ma connaissance, toute une série de conférences de presse à Marseille, à Caen, à Toulouse, au Centre des chèques postaux à Paris, au Havre, qui répercutent les initiatives diverses prises dans les entreprises.

Pour en revenir au texte, si nous ne l'avons pas signé, c'est essentiellement parce qu'il n'est pas suffisamment centré sur la nécessité, non seulement d'union dans les luttes, mais de la centralisation de ces luttes, de la préparation des conditions d'une grève générale (dont les modalités, évidemment, sont encore à définir) et d'apporter un débouché politique à la mobilisation des travailleurs.

Vous parlez de démoralisation et de démobilisation, en fait les choses sont beaucoup plus complexes que cela. Il y a une absence de perspective politique, c'est indiscutable, mais rien, dans les éléments des dernières luttes, ne nous a conduit à penser qu'il y avait une démoralisation durable et profonde. D'ailleurs, l'écho rencontré par votre pétition en est une indication.

C'est pour cela que nous n'avons pas signé, mais aussi parce que l'Union de la gauche n'est pas dénuée d'ambiguïté dans la façon dont elle est évoquée dans votre pétition. Labica vient de dire qu'il fallait « que les petits ruisseaux se regroupent pour faire pression sur les appareils afin de les amener à respecter leurs propres mots d'ordre ». Je dirais les choses autrement : pour les amener à respecter les objectifs, les mots d'ordre correspondant aux intérêts, aux aspirations des travailleurs, et non pour les dévoyer dans la collaboration de classe comme les directions des partis ouvriers et des centrales syndicales s'y emploient.

Vous connaissez nos positions sur la question, nous pensons que

la défunte Union de la gauche, non seulement n'est pas une perspective souhaitable pour l'avenir du mouvement ouvrier en France, mais qu'elle est au contraire un véritable nœud coulant passé autour du cou de la classe ouvrière, comme on l'a vu avant et après mars 78.

Nous sommes partie prenante du courant unitaire qui se dégage, mais nous considérons comme nécessaire d'engager un débat sur cette question de la centralisation des luttes vers la grève générale. C'est la position que nous avons défendue dans de nombreuses organisations syndicales, et vous en aurez des échos, ils commencent déjà à se manifester.

Il est souhaitable qu'un débat s'engage, étant donné les diverses orientations qui vont s'exprimer au sein de ce courant unitaire. Comment faire pour échapper aux discussions d'états-majors et aux réunions de sommets auxquelles les travailleurs ne peuvent pas participer et sur lesquelles ils n'ont aucun contrôle ?

A notre avis, il faut envisager des réunions à la base avec des modalités d'organisation (qui commencent déjà à avoir lieu comme vous le dites) qui permettent des réunions des signataires, bien sûr, mais aussi de tous ceux qui se reconnaissent dans la dynamique que ce texte a enclenchée. Ceci peut déboucher sur la constitution de comités, à condition qu'ils soient à la fois des comités d'union réellement de masse, où – sans qu'ils se transforment en clubs de discussions – le débat puisse avoir lieu, tout en préservant leur caractère de comités d'action qui doivent impulser la lutte *unitaire* sur l'entreprise en stimulant la mobilisation ouvrière.

Vous dites que vous voulez que le texte s'autogère, vous donnez des exemples de ce qui se fait, mais vous n'avez pas l'air de vouloir aller au-delà en impulsant une dynamique à la base – dont vous pensez pourtant qu'elle est nécessaire. Vous vous présentez comme une « caisse enregistreuse », peut-être sommes-nous excessivement méfiants, mais à notre époque les caisses enregistreuses ont une mémoire, elles peuvent élaborer des « programmes ». Quel est le vôtre ?

H. Weber

Nous venons de passer allègrement à la deuxième partie de notre débat, ce qui est tout à fait opportun : Donc, on aborde la question suivante : union à la base d'accord, mais union à la base sur quel contenu, pour quoi faire, et union dans quel cadre, union comment ?

G. Labica

Je dirai, mais encore une fois c'est un avis personnel, que ce que vient d'avancer Janette Habel, à mon sens, modifie et fausse la signi-

fication que nous avons donnée à cet appel. Parce que cet appel n'est pas un programme, et encore moins un manifeste politique.

Et, c'est aussi parce que ce n'est pas un manifeste politique en forme, qu'il ne propose pas de finalité. En effet, je crains beaucoup qu'en parlant d'entrée de jeu de « grève générale » ou de constitution de comités, en fin de compte on ne prédétermine ce qui va se passer, que c'est aussi un moyen pour empêcher la base de s'exprimer.

D'autre part tout se passe comme si on se proposait de substituer à des carences d'organisations des formes d'organisation qui dormiraient en attente dans le mouvement ouvrier (par exemple : l'autogestion).

De ce point de vue, je ne suis pas d'accord. Dans un premier temps, ce qui importe, c'est que les gens se comptent, mais, au-delà, se comptent sur des bases politiques, qu'ils soient poussés à prendre des initiatives et, par conséquent, qu'ils se donnent là où ce sera nécessaire les formes de luttes qu'ils souhaiteront, et qui pourront varier d'un endroit à un autre, selon qu'on aura affaire à des enseignants, à des militants ouvriers dans les ateliers, ou en tant que tels à des mouvements de femmes – lesquels mouvements de femmes, je le dis au passage sont montés en épingle par tout un chacun, mais que personne ne laisse se développer selon leur propre dynamique.

Je tiens à préciser cela, parce que l'une des interprétations de cette initiative qui nous paraîtrait désastreuse, serait celle qui consisterait à penser que les militants socialistes et les militants communiste qui l'ont signée (puisqu'elle est venue de là) sont des gens qui se mettent à distance de leur organisation, alors que ce n'est pas le cas.

Le raisonnement que nous avons fait, et il est en toutes lettres dans le texte (c'est pour cela que je le dis), est que, dans la conjoncture politique française, pour faire pièce au pouvoir actuel, il n'y a qu'un seul moyen : un rassemblement unitaire très large qui passe nécessairement, qu'on le veuille ou non, par la relation entre communistes et socialistes, et bien au-delà d'eux.

En outre, dans une conjoncture que nous n'avons pas choisie, cette relation (entre communistes et socialistes,) est inconcevable en dehors des organisations. De telle sorte que si ce texte n'avait comme effet que de modifier la pratique de désunion systématique qui s'est établie, il aurait déjà atteint un de ses objectifs.

Je ne crois pas qu'au point où nous en sommes nous pouvons aller au-delà. Si nous passons de quelques milliers de signatures à quelques dizaines de milliers, les choses seront évidemment différentes. Mais, elles seront différentes pour tout le monde, y compris pour

les leaders politiques, auxquels il n'est pas interdit de signer ce texte.

S. Farandjis

Disons ce que nous faisons et faisons ce que nous disons. A l'heure actuelle, quand on reçoit des longues listes de signatures, on les classe par ordre alphabétique; et d'autres camarades, aux dépens de leurs heures nocturnes, les classent géographiquement.

Pourquoi est-ce que nous le faisons ? C'est modeste, et c'est grandiose en même temps. Modeste, à cause de limites rappelées par Georges, et je tiens moi-même à les rappeler parce que j'en suis totalement d'accord – c'est d'ailleurs un signe que, sans nous concerter, nous soyons depuis le départ sur la même longueur d'onde; nous n'avons pas besoin de conciliabules, il y a sur le fond une unité parfaite entre nous, et il n'y a pas besoin de longs palabres.

Mais, nous le faisons de manière, et *uniquement* pour cela, que les gens, qui n'appartiennent à rien du tout, ou à la CGT, à la CFDT, au PS, au PC, à la LCR, au PSU, à tout ce que vous voulez, puissent se reconnaître entre eux.

Voilà ! Vous allez dire, c'est très limité, c'est très modeste... mais c'est déjà énorme. Quand on reçoit des milliers de signatures, c'est donner aux gens la possibilité de se connaître à travers leurs organisations ou leur profession...

En tout cas, notre seule légitimité est là. Nous ne voulons pas nous substituer aux organisations existantes, il y en a déjà tellement et nous ne voulons pas non plus « materner » les gens. Le texte n'est pas vide, il a un contenu politique. Quant aux actions à entreprendre, nous considérons que les gens sont assez grands.

J. Habel

Nous sommes d'accord pour dire que, dans un premier temps, ce qu'il faut c'est étendre la pétition; nous n'allons pas mettre en place des formes d'organisation avant qu'elle n'ait pris un caractère suffisamment massif.

Cette précision faite, le premier élément sur lequel il semble qu'il y ait désaccord, ou tout au moins matière à discussion, c'est qu'il n'est pas juste de dire que la question de la grève générale, de la centralisation des luttes, soit substitutiste par rapport à la classe ouvrière aujourd'hui, une perspective que l'on apporterait de l'extérieur en quelque sorte.

Vous connaissez aussi les positions prises par différentes organisations syndicales, tant CGT que CFDT : à la SNCF, dans la santé, la métallurgie, dans plusieurs syndicats, la question à l'ordre du jour est la grève reconductible, la grève prolongée, unitaire contre Giscard et sa politique d'austérité.

La politique du gouvernement a été massivement ressentie dans la classe ouvrière, elle s'est manifestée par des attaques très importantes concernant la Sécurité sociale, le pouvoir d'achat et l'emploi. Face à ce gouvernement éclaboussé de scandales qui en est réduit à gouverner par décrets, la question de la « tactique des luttes » (comme on dit dans le langage syndical) et de la centralisation est une question à l'ordre du jour dans tous les débats syndicaux dans le mouvement ouvrier.

En revanche, on ne peut pas mettre sur le même plan la question des comités. L'idée est dans l'air, dans quelques endroits isolés, ce n'est pas un phénomène massif..., mais cela peut venir très vite.

Ceci dit, nous sommes d'accord avec vous sur la première partie de votre argumentation : un des problèmes essentiels dans la situation politique française, on ne peut le nier, c'est que le PC et le PS sont deux organisations qui occupent une position centrale. Mais, pouvons-nous considérer que ces deux organisations avec leur politique, leurs directions représentent des garanties suffisantes ? Bien évidemment, non ! Sans cela vous n'auriez pas pris cette initiative.

Et, dans ces conditions, votre initiative a-t-elle pour objectif de faire pression sur les appareils pour qu'ils changent de politique ? Auquel cas (même si nous ne partageons pas votre appréciation de ces directions), ne pensez-vous pas que la meilleure des garanties, la seule façon d'être efficace, c'est que *l'union à la base signifie l'organisation à la base ?*

C'est pour cela que, dans un deuxième temps, pourvu qu'il ne s'agisse pas de manipulations avec des comités qui n'auraient d'unitaires que le nom, si la pétition est signée très massivement, l'union doit vouloir dire l'organisation en comités unitaires à la base dans une perspective de coordination à tous les niveaux.

G. Labica

D'abord, il y a quelque chose dans notre discussion qui n'est pas formel : on dit « nous », on dit « vous », et je crois qu'il faut dire les choses clairement. Qu'il s'agisse de Farandjis, qu'il s'agisse de moi ou d'autres, nous sommes là à titre individuel, et le « nous » qui nous rapproche est celui des gens qui ont eu cette initiative, tandis que toi, quand tu parles comme tu viens de le faire, tu parles au nom d'une organisation, c'est-à-dire au nom d'une prise de position de caractère collectif et organique.

Ceci est très important à préciser, car nous aussi appartenons à des organisations, mais nous intervenons ici à titre individuel.

La deuxième chose importante à mes yeux, c'est que, dans la conjoncture actuelle, nous assistons, me semble-t-il, à des phénomènes tout à fait nouveaux. D'une part, il y a le phénomène que

nous avons analysé, avec des divergences certes, celui de la crise, au sein de laquelle il y a des effets nouveaux dans le mouvement ouvrier. Je veux dire que la relation actuelle entre les bases et les directions (pour parler vite) n'est pas une relation qui se laisse penser dans des schémas classiques. Ce qui est en train de se passer aujourd'hui, c'est que dans toutes les structures (le mot d'appareil est trop connoté, mais gardons-le il est commode) qu'elles soient des partis politiques, ou qu'elles soient des organisations syndicales, on a véritablement affaire à des phénomènes de crise, à des phénomènes de lézardes dont je ne pense pas qu'elles soient des crises organisationnelles comme on en a vu auparavant, ou comme certains ont pu les souhaiter.

On a affaire à de véritables interrogations sur les lignes politiques qui seraient les plus adéquates pour répondre aux questions posées par la crise. Je ne prends qu'un exemple – mais je sais qu'il y en a d'autres – : dans la toute dernière période, ce qui s'est passé à la direction de la CGT à propos de l'attitude à adopter sur la situation en Afghanistan. On a vu que, notamment par l'article publié dans *le Monde* par Jeanine Parent, même à un endroit où les fêlures étaient jusqu'ici dissimulées, ces félures apparaissaient. Et, cela veut dire que, plus que jamais, la base et les militants dont désireux, et sont sommés, de se déterminer par eux-mêmes.

Je ne sais pas s'il faudra inventer de nouvelles formes d'organisation, ou s'il faudra utiliser ou modifier celles qui existent déjà, je sais seulement que la question est désormais posée. Ainsi, en ce qui concerne le Parti communiste, qu'est-ce qui empêche que des sections et même des fédérations entières se rallient à notre texte ? Ne serait-ce pas, de leur part, prendre au sérieux un mot d'ordre qui vient du dernier congrès lui-même ?

Il faut être attentif aujourd'hui à cette situation nouvelle, à ce qui se passe dans les organisations. On voit que ni ici ni là, les militants, ou les responsables eux-mêmes, ne sont disposés à reprendre purement et simplement des mots d'ordre, mais souhaitent interroger les événements et contribuer à déterminer les choix politiques.

C'est pourquoi aujourd'hui, plus que jamais devant la carence récente de certaines décisions d'états-majors, il est indispensable de demander aux gens ce qu'ils ont dans la tête et ce qu'ils veulent faire de leur vie.

S. Farandjis

Il y a cinq notions clés qui sont dans l'air, et que notre pétition ne fait que révéler (nous ne sommes pas des oracles, nous sommes des révélateurs) : base, masse, union, action, initiative. Et, je crois

que notre seul rôle est de mettre en relation ces idées qui, parce qu'elles sont portées par des militants, par des gens qui travaillent, qui occupent une place dans l'appareil productif, deviennent des forces. Si notre rôle consistait simplement à mettre en relation ces idées et ces forces, nous aurions déjà fait un travail non négligeable.

Si nous commençons à édicter des mots d'ordre, nous sommes foutus, nous avortons. Si on joue les divas, les pantins, si on se substitue à je ne sais quelle direction syndicale ou politique, on est foutu, on fera comme les autres et notre rôle n'est pas là.

Quand nous disons que nous ne voulons pas nous substituer, ce n'est pas par timidité, par lâcheté, ou par je ne sais quel respect sacral des directions, c'est parce que nous voulons réussir. Et, pour réussir, nous sentons, à travers le courrier reçu, que nous sommes sur la bonne voie. Et, quand on sent à travers l'expérience que l'on est sur la bonne voie, on ne voit pas pourquoi on emprunterait une autre voie.

Et, puisque on est en train de réussir, pourquoi ne pas continuer sur la lancée qui a été la nôtre, c'est-à-dire l'abstention de toute divagation, la maîtrise de soi, la sobriété, le rôle simplement de porte-voix, d'écho, d'amplificateur, de « metteur en relation ».

H. Weber

Est-ce que la position que vous développez là, compte tenu que la revue va paraître fin février, n'est pas un peu à court terme ? Ce que vous avez fait, au fond, ce n'est pas de la dynamique de groupe ! Vous n'avez pas seulement constaté que la base était comprimée par les appareils et qu'il fallait lui donner la parole parce que, d'une part c'est d'elle que viennent les idées justes et que, d'autre part, il fallait qu'elle s'exprime ?

Vous avez clairement indiqué dans votre texte que vous cherchiez un objectif et que vous cherchez à être efficaces. Cet objectif, c'est de mettre fin à la dynamique de désunion et d'essayer d'inverser le cours des choses, c'est-à-dire de créer une dynamique d'union; mais pas comme cela l'a été pendant longtemps une union d'états-majors, de sommets, d'appareils – et donc une union très fragile – mais une union qui cette fois-ci serait une union à la base dans les luttes.

Mais, qui dit objectif, efficacité, dit utilisation rationnelle des moyens. Bien sûr, il ne s'agit pas de dicter leur politique aux gens, ni d'essayer de se substituer à eux, et il se peut fort bien que dans un premier temps votre attitude soit la meilleure (de faire en sorte de jouer les révélateurs, comme tu le disais) : on lance un texte et on voit si ça répond. Si 5 000 signatures répondent, c'est un succès journalistique, si 50 000 signatures répondent, c'est autre chose : ça pose le problème d'une autre étape, de nouvelles initiatives.

Dans l'immédiat, l'efficacité se contente de la signature, mais il est clair que, en cas de succès, le problème de l'organisation de ce mouvement et de la création d'un cadre pour qu'il soit le plus efficace possible va se poser. En effet, il va y avoir des contre-feux, il y a des contre-feux (dans *l'Humanité*, dans la CGT), et on a affaire à des professionnels de la manipulation des masses qui savent très bien comment ensabler un mouvement pareil.

Donc, est-ce que vous ne tombez pas un peu dans le spontanéisme ? N'y a-t-il pas là une sous-estimation de l'importance d'un travail de centralisation et d'organisation minimales ?

G. Labica

Si je comprends bien ta position, elle ne me semblerait pas tellement éloignée de la nôtre, à condition de distinguer les étapes.

Dans un premier temps, quand on prend une initiative de ce type, on ne sait vraiment pas comment elle va être accueillie. Parce que tous les éléments que l'on met en avant, qu'il s'agisse de « découragement » ou de volonté de lutte..., sont en fin de compte des choses non vérifiées.

De plus, il y a trop d'inégalités dans les luttes au sein de la classe ouvrière pour que l'on puisse dire avec certitude ce qu'il en est. Par conséquent, dans un premier temps, il s'agit d'une sorte de test, et pour ce test, il faut effectivement, comme le disait Stelio, être modeste et ne pas vouloir prédéterminer quoi que ce soit.

Dans un second temps, (ce sera peut-être dans un mois) il faudra, peut-être, pousser la réflexion plus avant. Mais, cela ne signifie pas qu'on a gardé dans sa poche des éléments organisationnels pour la deuxième étape; cela signifie prendre en compte véritablement ce que les militants auront fait au niveau de leurs propres initiatives, qu'elles soient strictement locales ou déjà plus ambitieuses. Et, partant de là, faire le point sur ce qui se passe à l'intérieur des forces politiques et syndicales. Voir par exemple si elles ont choisi l'affrontement avec leurs contestataires respectifs, et nous serons dans le même sac, ou si elles se préoccupent de leur marge, et dans quelles pratiques cela se traduit-il ? Y aura-t-il ébranlement ? On ne peut pas spéculer, on ne peut non plus, par exemple interdire à priori qu'un mouvement de cette envergure ne débouche sur de nouveaux accords dits « de sommet ». Je ne dis pas que c'est cela que nous visons, mais cela aussi appartient aux possibles.

Quant à la question de la spontanéité, en effet, tu as tout à fait raison, elle ne se pose pas comme en 68 : je veux dire, comme vous, vous en êtes revenus, comme nous, nous la repoussions alors. Ce serait bien un renversement de l'histoire, si maintenant c'était nous qui revenions à des formes spontanées auxquelles vous avez renoncé !

Nous avons tous dépassé ce stade, mais à l'étape où nous sommes, je crois que c'est à peu près tout ce que nous pouvons en dire.

S. Farandjis

Moi, j'avoue que j'ai bien aimé cet échange qui vient de se faire entre Georges et Henri, parce que peut-être qu'effectivement, on est toujours à la recherche du bon point où doit s'arrêter le pendule. Est-ce que ce n'est pas *un des problèmes* du mouvement ouvrier que de trouver un palier supérieur, un plan d'équilibre entre « centralisation » (comme tu l'as appelé) et « initiative » ?

Je crois qu'on est au cœur du problème effectivement : on a des idées derrière la tête, elles sont quelquefois claires, elles sont quelquefois simplement au stade d'hypothèses, mais je crois que le va-et-vient entre nos désirs, nos analyses et la réalité qui s'exprimera non seulement à travers les lettres qui accompagnent les signatures (parce qu'on reçoit des lettres, il faut bien voir que les gens ne se contentent pas de signer, ils parlent aussi), mais aussi à travers les initiatives et expériences qui seront faites à l'échelon local, apprendra beaucoup à tout le monde.

On enregistre tous les jours de nouvelles signatures, et pas seulement de militants « de base », ce matin nous avons eu une lettre de Jeanine Lambert qui est membre du bureau confédéral de la CGT. Il semble donc bien que le problème se situe à plusieurs niveaux, et les directions des partis politiques, quoi qu'elles fassent, ne pourront pas ne pas tenir compte de ce mouvement : ce serait totalement insensé, même de leur propre intérêt.

Et puis, il y a les directions syndicales qui, elles, sont confrontées aux problèmes des luttes quotidiennes, et pas simplement bornées aux horizons espacés des échéances électorales. Quand un mouvement unitaire (je reprends mes notions de tout à l'heure : union, masse, action, base, initiative) prend une telle ampleur (j'ai dit qu'on en était à 5 000 signatures (– plus de 15 000 aujourd'hui – NDLR) pourquoi s'arrêterait-il demain ?

Personnellement je suis très optimiste : je sais que ce sont des listes entières, collectées notamment sur les lieux de travail, qui vont arriver.

Dans ces conditions, je crois qu'aucune direction politique, ni aucune direction syndicale, ne pourra rester insensible à ce mouvement. Parce que nous n'avons aucune légitimité, nous Labica, Farandjis et d'autres, à parler, et parce qu'il faut mesurer pas à pas notre démarche, avec la réalité telle qu'elle est en train d'évoluer, nous ne pouvons pas actuellement dire autre chose, que ces choses solides, et non pas des choses séduisantes, mais tout à fait fragiles.

J. Habel

Effectivement, nous sommes à une période charnière dans le mouvement ouvrier où les rapports entre masse et appareils sont en train de changer profondément.

Ceci s'accompagne du développement d'une conscience antibureaucratique – ce que l'on peut appeler l'aspiration autogestionnaire – tout cela recouvre la même réalité. De même le développement de mouvements sociaux, comme le mouvement des femmes, les mouvements écologistes, ou ce qu'un vocabulaire approximatif désigne sous le nom de « vie associative », sont des phénomènes nouveaux qui naissent de la crise des rapports sociaux dans la société capitaliste.

Ce qui pour nous – organisation révolutionnaire – est absolument central, c'est de donner aux travailleurs mobilisés les moyens effectifs de s'exprimer, de décider, *de contrôler l'application* de ce qu'ils ont décidé.

Vous craignez les risques de manipulation ? Nous aussi. Vous ne voulez pas « materner les gens », a dit Farandjis, Vous voulez les laisser se déterminer par eux-mêmes ? Entièrement d'accord !

Mais, franchement je ne crois pas que ce soit de nos propositions que vienne le danger ! La force, l'emprise, les traditions, la bureaucratisation des appareils dirigeants, voilà les dangers réels de récupération, de manipulation. Les comités, l'auto-organisation des travailleurs – et non votre bonne volonté ou la nôtre – sont une garantie décisive.

Notre devoir, en tant qu'organisation révolutionnaire, c'est de « prédéterminer (de prévoir, si vous préférez) des formes d'organisation », non pour nous « substituer » aux travailleurs, mais pour créer les conditions pour que la mobilisation ouvrière ne soit pas dévoyée.

En ce qui concerne les étapes, je comprends vos soucis... Mais, quelle doit être notre principale préoccupation ? Quelle est la situation des militants, de la classe ouvrière dans ce pays ? Nous avons, collectivement, une responsabilité écrasante dans la situation actuelle; pas seulement à cause de l'échéance des présidentielles, mais parce que, si ça continue comme ça, il y aura aggravation de la politique d'attaque sans précédent de la bourgeoisie, dans une situation qui, normalement, ne devrait pas le permettre du point de vue du rapport des forces. Comment contrecarrer cela ?

Labica dit qu'il n'est pas exclu d'avoir de nouveaux accords de sommet. Évidemment nous n'opposons pas l'unité au sommet et l'unité à la base. Une véritable politique unitaire doit lier les deux dialectiquement. L'unité au sommet doit avoir pour objectif de renforcer l'unité à la base (et sa mobilisation) et l'unité à la base doit pouvoir peser sur celle du sommet, non seulement sur ses

initiatives, mais aussi sur le contenu programmatique des accords éventuels.

Car, le vrai problème réside dans la nature et le contenu de ces nouveaux accords. Nous devons donner à la classe ouvrière des garanties que ce qui est arrivé par le passé ne se reproduira plus. Et les garanties pour nous sont de deux ordres : d'une part la mobilisation et l'auto-organisation des travailleurs, afin qu'ils puissent peser de façon collective, d'autre part la construction d'un parti révolutionnaire qui impulse l'unité sur des objectifs correspondant aux intérêts des travailleurs au lieu de la dévoyer puis de la casser, comme le font alternativement les directions du PC et du PS.

Pour que l'union à la base, pour que l'autogestion ne soient pas des mots creux, des paravents pour d'autres orientations politiques, il ne faut pas les opposer à l'unité au sommet des organisations ouvrières, à la centralisation des luttes, à l'auto-organisation et à la mobilisation des masses.

Quand la direction du PCF oppose union à la base et union au sommet, c'est qu'en fait elle ne veut pas de l'union à la base. Quand la direction de la CFDT dit oui ! à l'autogestion, mais non ! aux comités de grève, non ! à la centralisation des luttes; c'est qu'elle ne veut pas réellement l'autogestion, mais plutôt la cogestion.

On ne va pas se contenter, vous et nous, c'est-à-dire tous ceux qui sont partie prenante de cette affaire, de dire aux gens : « Vous avez signé, c'est très bien, débrouillez-vous ! »

Evidemment, il peut y avoir plusieurs possibilités par la suite : soit un appel à une réunion, soit à une manifestation, soit à *des* manifestations, soit à des réunions de comités. Il faudra donner aux gens la possibilité d'exprimer leurs points de vue, et donc de se mobiliser, et non pas de s'en remettre aux états-majors.

Ce débat, il faudra l'avoir, surtout si les signatures se développent beaucoup.

G. Labica

Je suis content de ce qui vient d'être dit, parce que ça permet effectivement d'aller un peu plus loin. Sans faire d'hypothèses académiques, cette question d'une possible alliance au sommet, que nous n'écartons ni l'un ni l'autre à partir de ce mouvement-là, peut susciter la crainte d'une récupération.

A partir du moment où un certain nombre de gens dans ce pays, et nous souhaitons que ce soit des masses, auront fait ce type d'expérience, on peut penser qu'il y aura non pas une autre pratique de la politique, mais qu'il y aura un degré de vigilance tel que des manipulations, auxquelles nous avons assisté encore dans la dernière période, seront plus difficiles à tenir, parce que les uns et les autres

ici, nous nous efforcerons d'être vigilants, et nous nous lancerons, si nécessaire, dans une bataille de clarification.

Deuxièmement, c'est bien vrai que, derrière cette initiative (tu l'as fait remarquer, et c'est très juste), il y a un changement des forces politiques dans ce pays qui montre que ceux qui étaient minoritaires par rapport à un grand mouvement de gauche risquent aujourd'hui d'être reconduits, tout minoritaires qu'ils sont, pour aggraver la politique qui est la leur, en face de ce qui est l'éclatement d'une réelle majorité qui n'a pas trouvé son expression politique.

Or, aujourd'hui, dans le vocabulaire peut-être, il se trouve que pour la première fois, les syndicats et les grandes organisations de gauche parlent le même langage. Ils utilisent le même vocable, celui de l'autogestion qui a toute une histoire dans ce pays. Mais enfin, il se trouve qu'aujourd'hui, que ce soit vous, que ce soit la CFDT, le PS, que ce soit le PC et la CGT, on parle d'autogestion. Or ce mot, derrière lequel chacun cache à la fois ses espérances et ses phobies, auquel on essaye de ne pas trop donner de contenu, une initiative comme celle-là peut venir le remplir, en lui donnant une signification militante, en permettant peut-être un meilleur engagement des masses, y compris pour entraîner leurs directions. De telle sorte qu'on aurait au moins derrière ce vocable un principe d'unité et d'unité à la base dont nous essayons de nous emparer aujourd'hui, parce que c'est le seul moyen pour constituer la force majoritaire qui évacuera les gens qui nous gouvernent.

S. Farandjis

L'image du pendule qui oscille entre des phases d'engagement pour l'initiative exclusivement à la base, et des phases d'accords au sommet, de centralisation des luttes, doit être reprise.

Nous avons connu un recul catastrophique avec l'échec de l'Union de la gauche consécutif à sa désunion. Le pendule, à la lumière de la réussite de l'initiative et de sa potentialité dont je vous ai parlé tout à l'heure, va aller dans l'autre sens, et je crois qu'il ira au-delà du point qui avait été atteint avant la désunion. Car il y a en France, non seulement des conditions sociologiques, des conditions intellectuelles, idéologiques – et au niveau des idées on a beaucoup progressé dans le mouvement ouvrier –, mais il y a aussi des conditions de crise – qui ont été évoquées par nous quatre –, et si on ajoute tout cela, la réussite d'une initiative comme la nôtre peut aboutir (pour reprendre l'image du pendule) à un palier supérieur qui ne serait pas un rabibochage de la gauche.

Mais, ne me demandez pas, de grâce, tout de suite, de dire ce que nous ferons; non pas qu'on veuille dissimuler, mais on veut être à l'écoute de ce qui se dit et de ce qui se fait. Un exemple, dans les

lettres, certains formulent déjà des propositions : « Il faut qu'on soit 100 000 le 1er Mai ! » et une immense banderole « Pour l'union dans les luttes ! ». Il y a un tas de suggestions, et je vous assure que nous n'avons pas à téléguider les lettres ! D'autres suggestions vont fuser de partout...

J. Habel

Deux mots. Nous devons tout faire pour que le 1er Mai soit organisé dans l'unité par les partis ouvriers et les syndicats : c'est la condition pour une manifestation massive. Si ce n'était pas le cas, il faudrait envisager ce que font les partisans de la pétition.

Je reviens sur ce qu'a fait remarquer Labica : vous parlez à titre individuel, et nous, nous parlons au nom d'une organisation, la LCR... ce qui veut dire que, non seulement nous ne sommes pas pour un rabibochage de la gauche dans les conditions du passé, mais nous avons des idées précises sur ce que devrait être le programme d'une union aujourd'hui entre le PC et le PS, et sur la manière dont il devrait être élaboré en rapport avec la mobilisation des travailleurs.

Il faut que s'exprime, que se matérialise l'aspiration unitaire des travailleurs, pour stimuler la mobilisation ouvrière contre le gouvernement. Le développement massif de la pétition pour l'union dans les luttes doit le permettre. Pour nous, c'est cela l'objectif, et non la remise sur pied du Programme commun. Car, si l'unité au sommet des organisations ouvrières, c'est l'unité avec des secteurs de la bourgeoisie, y compris sous la forme de groupuscules bourgeois étrangers à la classe ouvrière, celle-ci n'aura aucun moyen de peser sur le contenu et les objectifs de l'unité, elle sera toujours à la merci du chantage de tels groupes menaçant de rompre si ses exigences ne sont pas satisfaites (il suffit de rappeler le chantage de Robert Fabre, lors des négociations du programme commun de la gauche).

Mais, surtout, les travailleurs seront à la merci de l'alibi des directions du PC et du PS expliquant (« à contre-cœur ») qu'ils ne peuvent satisfaire les revendications des travailleurs pour préserver l'unité au sommet. Il faut tirer les leçons de Mai 68, de l'Union de la gauche, de l'Unité populaire chilienne, pour trouver la voie de l'unité ouvrière.